



**Séminaire « Jeunesse, actrice du changement en Méditerranée »**

**Vendredi 30 novembre 2012**

**Grenoble**

*Avec le soutien*

Du Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la vie associative



# **Sommaire**

**Ouverture .....5**

**Partage d'expériences .....7**

**Séquence 1 : Quelles attentes ici et là-bas en matière d'échanges ?**

**Séquence 2 : Quelles places pour les jeunes, ici et là-bas, dans la construction de politiques publiques ?**

**Conclusions et recommandations .....15**

---

# SYNTHESE DU SEMINAIRE

---

\* \* \* \*

## *Eléments de cadrage*

### **Objectifs :**

- Comprendre les enjeux, identifier les contraintes et définir les perspectives et les moyens d'action de la coopération décentralisée dans le domaine de la jeunesse.
- Favoriser le dialogue entre les acteurs de la jeunesse (institutionnels, associatifs...) et les jeunes dans la définition et la mise en œuvre de politiques en direction des jeunes.
- Échanger/ mutualiser sur les initiatives et les actions.
- Favoriser la mise en réseau.
- Aboutir à l'élaboration d'une feuille de route et d'une déclaration commune.

### **Contexte :**

Les jeunes méditerranéens vivent des réalités diverses, mais nourrissent tous, à leur façon des inquiétudes et des espoirs souvent semblables. De manière générale, les jeunes des deux rives ont de nombreux points en commun qu'il serait réducteur d'opposer dans cet éternel clivage Nord /Sud. En Espagne, en Grèce, en Italie, mais aussi de l'autre côté de la Méditerranée, les jeunes sont de plus en plus diplômés et, paradoxalement davantage exposés au chômage, à la précarité, à une peur diffuse qui leur fait perdre leurs idéaux.

La crise du travail et ses répercussions socio-économiques repousse les bornes de la jeunesse. De fait, on est jeune plus longtemps, l'autonomie ayant un coût que les jeunes ne sont pas en mesure d'assumer. Cette situation d'impasse explique en partie la volonté des jeunes méditerranéens à quitter leur pays afin de tenter l'aventure sur le continent européen.

Et pourtant, de ce côté de la Méditerranée, les réalités sont autres mais les inquiétudes et difficultés similaires. La montée du chômage, de la précarité, l'instabilité financière sont autant de préoccupations qui concernent aussi les jeunes Européens dans un contexte de crise économique.

Indignée au Nord, révoltée au Sud, la jeunesse se mobilise et revendique ses droits. Alors que les jeunes Européens se battent pour le maintien des droits et avantages sociaux auxquels pouvaient prétendre leurs parents avant eux, les jeunes méditerranéens revendiquent l'octroi de « privilèges » auxquels aucune génération avant la leur n'avait eu.

Incontestablement pour les pouvoirs publics, les collectivités locales et les organisations de la société civile, le défi à relever est celui d'assurer à la jeunesse une intégration dans le processus de développement économique et social. Cette intégration passe par la valorisation de ce capital humain qu'elle représente et par des réponses appropriées aux besoins exprimés en termes d'éducation, de formation, de santé, de loisirs, d'emploi et d'exercice des droits.

Conscient de l'ensemble de ces considérations, le groupe thématique jeunesse de Cités Unies France a organisé un séminaire d'échange autour de la jeunesse méditerranéenne, à travers des temps de rencontre et de partage.

### **Problématique globale :**

**« Au vu du nouveau contexte en Méditerranée, quels sont les enjeux et les perspectives à donner aux actions de coopération décentralisée en matière de jeunesse ? ».**

- L'état des politiques jeunesse dans les pays méditerranéens, si elles existent : quelles stratégies ? quelles priorités ? répondent-elles aux attentes des jeunes ? quelles sont leurs attentes ?
- Quelle place pour l'éducation dans ces politiques ?
- Quels interlocuteurs et acteurs à mobiliser pour la mise en place de politiques en faveur de la

jeunesse : les associations, les autorités locales, les administrations, les jeunes ? quelle modalité de participation de chacun ?

- Comment organiser la concertation entre les différents acteurs et faciliter les échanges d'informations ?

- La coopération décentralisée comme outil au service du développement d'une véritable politique jeunesse locale

\* \* \* \*

## Ouverture

- **Hélène Vincent**, maire adjointe en charge de la jeunesse à la ville de Grenoble et présidente du groupe Jeunesse de Cités Unies France

- **Projection du documentaire « Les REV'olutions de la jeunesse Med »** réalisé par Intissar Koussa pour Cités Unies France.

Documentaire autour des problématiques partagées par les jeunes méditerranéens. Témoignages groupés et individuels : Regards croisés dans un contexte post-révolution, espoirs, désillusions et attentes.

Le documentaire est disponible sur le site Internet de Cités Unies France via le lien suivant : <http://www.dailymotion.com/CITESUNIESFRANCE#video=xzjmi2>

- **Nathalie Galesne**, Rédactrice en chef du site Internet « Babelmed » un magazine online des cultures méditerranéennes. Elle a coordonné le projet d'enquête « Jeunes méditerranéens » en 2010 qui donne la parole aux jeunes des deux rives.

- Présentation des enquêtes réalisées en 2009 qui annonçaient déjà des bouleversements sociaux qui se sont avérés dans les pays arabes.

Babelmed est un portail web des cultures et sociétés méditerranéennes, né il y a dix ans.

Ce site internet se veut être une interface entre la rive sud et la rive nord de la méditerranée en faisant la promotion de divers événements culturels autour de la danse, de la littérature, du cinéma ou encore du théâtre et accompagner ainsi un changement de mentalités et d'idées néoconservatrices souvent liées à un manque d'informations claires sur cette zone.

Babelmed jouit d'un réseau de journalistes locaux et engagés sur lequel il peut s'appuyer afin d'atteindre ce but et ainsi tenter d'éliminer les stéréotypes dépassés sur les pays de la rive sud de la méditerranée. En effet, le peu de représentativité des réalités de terrain en méditerranée par les médias traditionnels laisse place à de nombreux fantasmes souvent loin des réalités locales. Babelmed s'est donc lancé le défi de réunir son réseau de journalistes et de leur donner la possibilité de raconter leurs sociétés de l'intérieur.

Le premier cycle d'enquête a débuté en 2009, quelques mois seulement avant les événements du printemps arabe. Le thème du cosmopolitisme dans la rive sud de la méditerranée a donné la parole à des femmes.

Dans un second cycle d'enquête la parole était donnée aux jeunes méditerranéens, dans un but de recueillir un maximum de témoignages et proposer ainsi une mosaïque de points de vues, tout cela en essayant de se détacher du jeune et de l'idée de l'entité monolithique.

A travers des points essentiels et transversaux comme l'immigration, l'éducation, l'implication politique ou encore l'emploi, ces jeunes de milieux sociaux divers et d'origines diverses pouvaient se raconter et témoigner de leurs difficultés, de leurs perceptions du présent et de leurs perspectives d'avenir. Autant de témoignages qui annonçaient les bouleversements sociaux qui se sont avérés dans les pays de la méditerranée.

➤ Les constats :

*Des aspirations universelles des jeunes arabes et européennes (droit à l'éducation, au travail, droit d'association, liberté d'expression, Le rapport au politique, etc.)*

Ces enquêtes ont été menées dans 11 pays de la Méditerranée et le premier constat est que l'opposition nord/sud n'est pas toujours valide. Certes, la jeunesse n'est pas la même dans un pays vieillissant comme l'Italie par exemple ou dans un pays où 70% de la population a moins de 30 ans comme c'est le cas au Maghreb. De plus, nous ne sommes pas jeunes de la même manière selon notre milieu social. Ces différences notables ont cependant démontrées que certaines attentes, certaines craintes font consensus dans le discours de ces jeunes.

Les questions liées à l'emploi, au chômage et par conséquent à l'autonomie sont autant de problématiques partagées par des jeunes de milieux sociaux et d'origines différentes. Cette sensation d'être exclus avant d'être inclus dans la société, crée un manque de perspectives d'avenir pour tous ces jeunes du pourtour méditerranéen, qui vivent dans une frustration permanente de ne pas pouvoir passer les étapes de la vie, passer à l'âge adulte comme ont pu le faire leurs grands-parents ou leurs parents.

Le deuxième constat est l'organisation globalisée de la société civile. L'engagement politique dans des pays où règnent la corruption et l'autoritarisme, laisse peu ou prou de place aux idéaux revendiqués par cette nouvelle génération. A travers internet et les réseaux sociaux, la mobilisation et le mode d'action des jeunes sur leurs territoires se sont mondialisés.

Dans un contexte de crise économique, de chômage des jeunes élevé et de globalisation de l'information, les phénomènes migratoires changent et évoluent. Ces impasses expliquent en partie pourquoi un nombre important de jeunes méditerranéens souhaite quitter leur propre pays. Ce sentiment présent depuis de nombreuses années dans l'esprit des jeunes algériens, marocains, égyptiens et tunisiens, touche aujourd'hui certaines franges des jeunes italiennes, espagnoles et grecques.

*Les grandes disparités Nord/Sud*

Il existe cependant de réelles différences entre les jeunes de la rive sud et de la rive nord. Bien que ce clivage ne soit pas toujours valide, trois injustices subies par la rive sud de la Méditerranée, rendent le quotidien et les préoccupations des jeunes sensiblement différents.

Les jeunes de la rive sud sont en effet interdits de mobilité. Quand les jeunes de la rive nord de la Méditerranée peuvent se déplacer dans le monde entier sans se soucier de problèmes administratifs lourds, les jeunes du sud semblent condamner à l'immobilité. La difficulté d'obtenir un visa, ou encore les difficultés rencontrées pour le financer sont autant de freins à l'accès de ces jeunes à l'international.

De plus de nombreux pays de la rive sud connaissent la guerre, ou des contextes sociopolitiques violents et peu liberticides, alors que les jeunes au nord connaissent un espace pacifié depuis plus de 50 ans.

Les jeunes méditerranéens à travers leurs révoltes ou leurs révolutions, se sont exprimés clairement sur les dysfonctionnements des systèmes politiques de leurs pays respectifs. Ils ont pris la décision d'agir, d'être acteurs de leur société et non plus spectateurs de leur vie.

L'expression artistique est une forme nouvelle de revendication dans les pays du sud de la méditerranée. Les jeunes se forment de plus en plus au cinéma, au théâtre, à l'écriture et peuvent ainsi se faire entendre sur tous les continents à travers des productions artistiques.

Malgré ces contestations, la bureaucratie septuagénaire des pays de la rive sud de la méditerranée ne semble pas vouloir laisser place aux nouvelles générations. L'énergie déployée par ces jeunes du pourtour méditerranéen souffle un espoir positif dans le mouvement de démocratie qui mérite encore d'être achevé.

\* \* \* \*

## Partage d'expériences

Animateur : Hélène Vincent

### Séquence 1 : Quelles attentes ici et là-bas en matière d'échanges ?

*Il s'agit de réfléchir, à partir de témoignages et d'expériences innovantes, aux évolutions à apporter aux pratiques de coopération et d'échanges dans le but d'une meilleure prise en compte des attentes des jeunes.*

Il existe aujourd'hui de nombreux dispositifs en matière d'échanges internationaux, inscrits dans le cadre de coopération décentralisée. Cependant, suite aux mouvements qui se sont déroulés ces dernières années, il est important de se questionner sur les véritables attentes des jeunes ici et là-bas et sur la pertinence et l'efficacité de ces dispositifs.

- ❖ Interventions en binôme de **Férial BOUDOUDOU** étudiante à Grenoble et **Rayen FEKHFEKH étudiant à Sfax (Tunisie)** - tous deux ont participé au projet *Regards Croisés* de la ville de Grenoble.

La Tunisie a connu ces deux dernières années de profonds changements. La mobilisation des jeunes illustre la forte volonté de cette tranche de la population de participer activement au processus de démocratisation de leur pays.

Cette révolution dite du Jasmin, mais plus communément appelée révolution de la « dignité » par ces jeunes, avait pour objectif de dénoncer et déchoir un régime autoritaire dans lequel la jeunesse avait très peu de place.

Entre chômage, corruption et anarchie post-révolution, la jeunesse est consciente que le chemin à parcourir est encore long.

La ville de Grenoble a lancé cette année un projet sur le champ de la citoyenneté à l'international. Il s'agit de favoriser les séjours à l'étranger de groupes de jeunes grenoblois, dans l'objectif de les amener à réfléchir sur la situation de la jeunesse dans d'autres pays et - de manière réflexive - sur leur propre rôle d'acteur dans la société.

Cette initiative fait écho à la mise en mouvement et à l'engagement des jeunes dans les processus de démocratisation et de changement à l'occasion du printemps arabe mais également en Grèce.

Dans le cadre de ce projet d'échanges, 70 jeunes grenoblois sont partis en Tunisie afin de découvrir les enjeux et les préoccupations des jeunes dans ce pays.

La participation des jeunes sfaxiens à ce projet d'échange international est allée au-delà des attentes de ceux qui l'ont porté. Ce qui était au départ un projet d'échange culturel à travers lequel les jeunes grenoblois et jeunes sfaxiens se sont apprivoisés, côtoyés et appris, a évolué vers d'autres projets.

Au fur et à mesure du projet les objectifs ont grandi. Les jeunes ont partagé leurs difficultés en tant que jeunes à s'insérer dans la vie sociale. À travers ces échanges, les jeunes français ont pris conscience de leur chance, d'avoir une mobilisation forte de la société civile et des pouvoirs publics pour la jeunesse dans leur pays. Les tunisiens manquent d'expérience dans le domaine

associatif qui a depuis toujours été un monopole d'Etat. Un travail pourrait être engagé pour accompagner les jeunes à se structurer en association, ils pourront ainsi agir de façon indépendante et autonome et répondre à leurs attentes.

L'enjeu principal de la coopération est d'essayer d'arriver à avoir des valeurs communes et collectives. L'échange est une étape importante dans le processus d'engagement des jeunes, mais il reste un premier contact qu'il faut capitaliser et pérenniser. L'objectif aujourd'hui entre les jeunes grenoblois et les jeunes sfaxiens, est de partager leurs expériences associatives et d'aboutir à un programme de formation à la vie associative pour les jeunes tunisiens. Appuyés par les jeunes de l'ADIJ de Grenoble, les jeunes sfaxiens souhaitent être formés et guidés dans la mise en place d'une association sur leur territoire.

Cette expérience permet de mettre en lumière les véritables enjeux des échanges internationaux et souligne un réel impact sur les territoires, aspect souvent remis en cause par les politiques. En concrétisant un projet commun par ces perspectives de partenariat durable, avec un impact sur les deux territoires, cela valorise ainsi les projets d'échanges internationaux.

#### ❖ **Khirdin GRID**, auto-entrepreneur, a participé à différents projets d'échanges

Dans le cadre du Programme concerté pluri-acteurs Algérie (PCPA- Jousour), l'office municipale de la jeunesse d'Aubervilliers (OMJA) a monté un projet d'échange entre des jeunes d'Aubervilliers et des jeunes algériens.

Le PCPA Algérie est un programme de coopération mis en place par le Ministère des affaires étrangères français en partenariat avec des organisations de la société civile françaises et algériennes (soutenu par l'Agence Française de Développement- AFD) qui vise à renforcer la capacité de la société civile algérienne qui œuvre dans les champs de l'enfance et de la jeunesse. Le programme s'appuie et se compose d'associations et de collectivités locales algériennes et françaises et de représentants des pouvoirs publics français.

Le projet « Caravane de proximité » consistait à faire rencontrer des jeunes de 5 wilayas d'Algérie (Alger, Oran, Constantine, Bejaia, Timimoun) et des jeunes d'Aubervilliers autour d'un projet commun. L'objectif de ce projet était de permettre les échanges d'expériences de pratiques socioculturelles entre jeunes algériens mais aussi entre jeunes algériens et français, à travers des activités artistiques comme le théâtre, le cinéma-formation à l'audiovisuel...et leur permettre de s'exprimer librement sur leurs attentes et leurs besoins.

Pour cela, les jeunes ont participé à différents ateliers de création. Il s'agissait de faire réaliser par un groupe de jeunes un travail collectif devant aboutir, au bout de 10 jours environ, à la réalisation d'un court métrage documentaire, d'une pièce théâtrale et d'une chorégraphie.

En fonction du type d'atelier, les jeunes ont travaillé sur différentes formes d'expression (écrite, orale, artistique). Chaque atelier était composé des jeunes de Bab El Oued, d'Aubervilliers et les jeunes de la wilaya où se sont déroulées les formations.

Ce projet s'est donc déroulé en plusieurs actes. Dans le premier acte, des jeunes de l'association SOS Bab El Oued Culture à Alger sont allés à la rencontre des jeunes de l'OMJA d'Aubervilliers. Le contact a eu lieu, et l'échange d'idées et d'expériences s'est fait dans une perspective de partage. Dans un second temps, ces mêmes jeunes sont partis ensemble à Timimoun une ville dans le sud algérien. Cette expérience a été doublement enrichissante pour ces jeunes. Elle a permis non seulement aux jeunes algériens de se connaître entre eux (car les acteurs associatifs algériens ne sont pas toujours constitués en réseau ce qui les isole les uns des autres) mais également de voyager et de voir d'autres cultures. De nombreux contacts se sont noués et d'autres projets franco-algériens sont actuellement en cours de réalisation assurant la continuité de ce programme d'échanges.

#### ❖ **Latifa CHAY**, maire-adjointe déléguée à la culture, à la jeunesse et aux relations internationales, ville de Romans-sur-Isère

Les trois délégations dont elle a la charge lui permettent d'avoir un regard croisé sur ces trois

politiques publiques. Les services concernés sont amenés à travailler ensemble et de manière concertée.

La ville de Romans-sur-Isère compte 35000 habitants, c'est une ville qui a une longue tradition de jumelages avec des villes européennes. Depuis 20 ans, il y a eu une volonté d'aller vers des coopérations décentralisées, notamment avec le Maroc, la Tunisie, la Palestine et l'Arménie.

La ville a donc signé des accords bilatéraux avec des collectivités de ces pays et a mis en place un « Projet de l'action internationale » avec ses partenaires qui place la jeunesse comme la priorité de leurs projets de coopération décentralisée.

Romans-sur-Isère porte de nombreux projets de mobilités des jeunes, l'objectif étant d'accompagner l'autonomie des jeunes vers une citoyenneté internationale.

### *La concertation*

La ville était plus sur des projets collectifs de chantiers de jeunes et elle est davantage aujourd'hui sur de l'accompagnement de projets portés, construits par les jeunes eux-mêmes. Pour cela, il est important de ne pas travailler seul et le travail de concertation avec les acteurs des territoires est central. Il faut davantage de transversalité entre les différents acteurs concernés, que se soit la collectivité locale (avec ses élus et une volonté politique forte) et les acteurs associatifs, acteurs de terrain.

Il y a une réflexion partagée sur ces questions avec les acteurs de Romans-sur-Isère et des territoires partenaires. D'ailleurs, il y a un projet commun de travailler sur les questions des animations et de l'accompagnement des projets de jeunes avec les acteurs du territoire.

### *La réciprocité*

Les outils pour créer cette réciprocité c'est par exemple les PCPA (Programme concerté pluri-acteurs) qui facilitent la mise en réseau des différents acteurs pour agir sur le parcours de jeunes ; on ne peut pas travailler seul. C'est ainsi qu'à Taroudannt (ville marocaine partenaire) se sont mis en place un Forum des associations et un Forum de la jeunesse, les deux collectivités abondent financièrement (avec de petits moyens) pour pouvoir accompagner des projets de jeunes. Ce sont des choses concrètes qui ont permis de faire évoluer le dialogue entre les associations, les collectivités et les jeunes. On constate que ces outils mis en place il y a 4 ans, ont vraiment été appropriés par les différents partenaires.

A travers ces initiatives, il s'agit de mettre la jeunesse au cœur des politiques de coopération internationale et que chacun puisse prendre en considération les besoins et préoccupations des jeunes, qui sont certes différents au vu des contextes économiques et sociaux mais les aspirations, cette volonté d'autonomie, qu'il faut accompagner, est partagée.

Il y a également une volonté de travailler avec les acteurs du territoire et donc de dépasser la coopération institutionnelle pour être sur une coopération de territoire à territoire et ainsi favoriser les échanges directs entre les jeunes. A titre d'exemple, il y a des échanges entre le conseil consultatif des jeunes de Romans-sur-Isère et le conseil municipal des jeunes de Palestine.

❖ **Nicolas PRECAS**, conseiller en charge de la jeunesse et du développement territorial, DDCS de l'Isère

Les échanges internationaux sont un véritable outil de conscientisation des jeunes dans leur rapport à la citoyenneté mais également dans la quête de leur identité.

Il existe aujourd'hui de nombreux dispositifs en matière d'échanges internationaux mais ils restent malheureusement peu connus des publics intéressés.

Il est important de rappeler que dans ces échanges, le partage d'expériences repose essentiellement sur les différences qui existent entre ces jeunes. L'échange est avant tout la possibilité d'aller vers la différence, vers d'autres modes de vie et de pratiques. Afin d'arriver à

l'unité il faut avant tout faire l'expérience de la différence.

Tout l'intérêt de l'échange repose sur ce miroir de l'étranger qui à un moment donné permet de sortir de soi et de commencer un travail de construction identitaire.

Le travail en amont, est donc de se questionner sur la reconnaissance de la différence, l'exploration de celle-ci, dans la manière de faire, d'agir, et de penser, en gardant l'idée que le vécu de chacun d'entre nous est unique.

Dans une perspective de partenariat, la permanence est la pierre angulaire d'un échange réussi. Il y a certes toujours une partie d'aventure, mais la volonté de pérennité, consolide le projet et lui donne tout son sens.

Les échanges internationaux sont peu valorisés dans les politiques jeunesse. Il y a des volontés de développer cet axe de coopération de la part des collectivités mais globalement la progression est lente. Les mêmes questions concernant l'intérêt local des échanges internationaux, freinent l'évolution des dispositifs.

Bien que certaines revendications sociales fassent consensus dans la démarche de ces jeunes, il est important de souligner une différence notable. Alors que l'on parle de printemps arabe au sud de la méditerranée, dans la rive nord il est plus pertinent de parler d'hiver européen. On assiste à un phénomène d'éclosion-de floraison au sud et un phénomène de glaciation au nord. Des systèmes, que tout le monde pensait permanent, se sont effondrés brutalement (Irlande, Grèce, Espagne, Italie), faisant de la jeunesse et de la nouvelle génération les premières victimes.

Face à cette situation, il y a trois comportements qu'on peut observer en Grèce :

- Le comportement de jeunes qui subissent et se sentent complètement écrasés face à cette situation ; ils ne sont du coup pas force de proposition, ni pour eux-mêmes, ni pour leur entourage. Ils sont dans une démarche de négation, voire de nihilisme assez problématique ; on dénombre 3124 suicides chez les 20-35 ans en deux ans et demi dans un pays où le suicide n'existait pratiquement pas il y a 5 ans.

- ensuite il y a ceux qui ont les moyens de partir, qui sortent du pays et qui ont des réflexes de diaspora ; ils se rendent en Australie, en Angleterre (peu en France car ils sont davantage anglophones). Ce n'est plus le même mouvement migratoire qu'il y a quelques années, avec le départ des ouvriers, mais aujourd'hui ce sont des diplômés, des architectes, médecins, notamment parce que l'Europe a désormais des systèmes de migrations contrôlées.

- et enfin des jeunes qui ont exprimés leurs colères à travers des mouvements comme les indignés, rentrant dans un système politique, critiquant et dont certains se sont mis à traverser le système et à voir que ce système n'avait jamais eu de réelles racines ; et donc il y avait un moyen d'être inventif, créatif, d'avoir une autre manière de vivre qui elle serait plus proche des valeurs et comportements méditerranéens. On est là face à des jeunes qui se sont retrouvés dans des valeurs tel l'élan de solidarité familial, ils ont fait un travail transgénérationnel, de retour aux sources, c'est ainsi que plus de 600 000 jeunes ont quitté Athènes depuis deux ans pour retrouver et travailler les terres familiales à l'intérieur du pays.

Finalement dans ce contexte d'hiver européen, les pays du sud peuvent apporter une nouvelle dynamique au fonctionnement des systèmes du nord et être force de proposition pour faire avancer les choses.

## **Débat avec la salle**

Tous les participants se sont accordés à souligner l'importance de la mobilité internationale des jeunes comme facteur d'insertion et comme outil d'autonomisation des jeunes.

L'initiative des Assises régionales d'intégrer dans leur programme à la fois les questions liées à la jeunesse et à l'international, encourage une fois de plus les services des collectivités

territoriales à travailler ensemble pour une meilleure cohérence des projets.

Les débats se sont orientés vers le développement de la coopération sud-sud. Certains élus ont souligné le manque de dispositifs permettant d'intégrer dans les échanges nord-sud, un volet d'échanges sud-sud.

Il a été rappelé à cet effet, que les programmes concertés, évoqués par les intervenants à plusieurs reprises et ayant permis la mise en œuvre de projets d'échanges de jeunes de la rive nord et de la rive sud de la Méditerranée, travaillent actuellement dans ce sens.

Dans leur nouvelle phase, ces programmes viseront à favoriser les échanges inter-PCPA, permettant ainsi des échanges entre les pays bénéficiant de ces programmes (Algérie, Maroc, prochainement la Tunisie...).

## **Séquence 2 : Quelle place pour les jeunes, ici et là-bas, dans la construction de politiques publiques ?**

*Sur la base d'un partage d'expériences et de pratiques, il s'agit de s'interroger sur l'espace donné aux jeunes dans les politiques publiques qui leur sont destinées et de valoriser des initiatives où les jeunes sont acteurs de leur propre développement et du développement de leur territoire et participent à la définition des orientations des politiques publiques.*

❖ **Ayoub GHAFARI**, Secrétaire général de l'association Initiatives Urbaines à Casablanca au Maroc et membre du Programme Concerté Maroc

L'association « Initiatives Urbaines » agit dans le quartier populaire de Hay Mohammadi dans la banlieue de Casablanca. Avec une population de 156 000 habitants, Hay Mohammadi est l'un des quartiers les plus insalubres de Casablanca. Le manque d'infrastructures, d'espaces de rencontre et d'apprentissage ont mobilisé des jeunes hommes et femmes autour de ces problématiques. Ces formes de résistances politiques qui continuent de marquer la vie sociale et culturelle marocaine, permettent de répondre partiellement à certains besoins du quartier en dynamisant la population et en en faisant un acteur clé de son territoire.

Créé en 2002 par des jeunes sensibles aux problèmes que rencontre leur quartier, diverses actions sont mis en place sur des thématiques clés comme l'éducation, la citoyenneté, la culture ou encore la démocratie locale. Les actions visent à améliorer l'épanouissement des jeunes du quartier de Hay Mohammadi, le niveau d'éducation mais également à consolider les liens entre la population et son territoire.

A cet effet, l'association est devenue un centre d'information, de communication, un espace pour travailler et accueillir des jeunes. Elle intervient dans le domaine social :

- Insertion professionnelle des jeunes : l'association travaille avec des jeunes sans emploi. Elle organise des formations avec des partenariats privés et publics et un espace dédié à l'orientation des jeunes) .
- Animations de quartiers
- Education à la citoyenneté

En 2010, l'association développe un projet dédié aux enfants en lien avec l'éducation à la citoyenneté. Afin de remettre l'enfant au cœur de la vie de la cité, Initiative urbaine s'est lancée le défi de mettre en place le premier conseil communal des enfants de Hay Mohammadi et de les accompagner dans l'apprentissage de la citoyenneté. Ce programme est un espace de concertation entre les enfants, les acteurs jeunesse du territoire et les pouvoirs publics. L'intérêt principal est de pouvoir donner la parole à ces enfants sur des problématiques diverses comme la santé, l'environnement, les infrastructures ou encore les loisirs afin d'adapter les politiques locales à leurs attentes et à leurs besoins. A travers la création d'une web radio et d'un journal animé par des enfants et l'intégration des conseils scolaires dans les écoles, les enfants peuvent reprendre leur place légitime dans le processus d'élaboration des politiques locales.

Les enfants développent leur créativité et s'expriment à travers leurs propres outils. Toute cette initiative a mené à une véritable implication des élus locaux avec la signature d'une convention.

« Initiatives urbaines » est également membre du Programme Concerté Maroc, un programme franco-marocain pluri-acteurs, créé en 2002, qui rassemble plusieurs acteurs de la société civile marocaine et française mais également des pouvoirs publics des deux pays. De nombreuses manifestations ont été mises en place avec l'appui de ce programme qui montre l'importance de la coopération franco-marocaine. L'axe de travail principal est la jeunesse, à travers l'accompagnement des structures marocaines et du renforcement de leurs capacités.

#### ❖ **Djamel BENIA**, Directeur de l'ADICE (Roubaix)

L'ADICE est une association d'éducation populaire basée à Roubaix. Avec 70% de son territoire classé en politique de la ville, l'insertion professionnelle des jeunes ou encore l'accès à la mobilité deviennent des problématiques récurrentes. L'ADICE s'appuie sur l'engagement international afin de leur faire prendre conscience de leur rôle au sein de leur territoire. En portant des projets à l'international, les jeunes sortent de leur quartier et reviennent avec une expérience qu'ils peuvent valoriser.

Face à la pauvreté et le chômage de masse, les initiatives des jeunes se trouvent souvent coincées. L'utilisation de l'international leur permet non seulement d'avoir un éclairage sur leur vie et leurs choix mais également d'avancer et de créer des perspectives. Ce sont des programmes qui donnent la possibilité aux jeunes de s'engager à travers le volontariat par exemple ou d'autres programmes qui concourent à la mobilité.

L'ADICE s'est beaucoup investi dans le programme concerté Maroc (PCM). En effet, certaines problématiques à Roubaix sont partagées par les jeunes marocains. L'expérience française en matière de volontariat et la mobilisation de réseaux associatifs dans ce sens, a permis de monter un projet de plateforme marocaine du volontariat soutenue par le PCM. L'objectif de cette plateforme est de promouvoir le volontariat au Maroc, en réunissant des partenaires clés à la mise en œuvre de cette initiative.

En formant des interlocuteurs capables d'être relais dans l'élaboration d'une politique de volontariat, l'ADICE a pu valoriser et partager les pratiques de sa structure. Différents partenaires ont été mobilisés (financiers, étatiques, diplomatiques) afin de créer un dispositif pour avoir les moyens de s'engager à l'international.

#### ❖ **Sarah BOUKAALA**, Conseillère régionale déléguée à la jeunesse, Conseil régional Rhône-Alpes

La Région Rhône Alpes n'a pas à proprement parler de conseil de jeunes. Avec un territoire de 800 000 habitants, ce modèle ne semblait pas être adapté.

Cependant, la région est consciente de l'importance de la notion de co-construction des

politiques publiques avec les personnes concernées. Ce comité consultatif ne peut se faire sans volonté politique claire. Tous les politiques, les élus d'un même territoire ne sont pas toujours convaincus de l'intérêt de la démocratie participative.

La présentation à certains élus d'éléments nés de démocratie participative, donne souvent lieu à des réticences. Il faut beaucoup de persévérance dans les services pour faire prendre en compte ces propositions.

La région a choisi de mettre en place des Agoras, réunissant de jeunes élus, des techniciens et des experts dans les territoires, afin qu'ils soient force de propositions. L'intérêt de ces Agoras est de laisser la parole libre dans un but d'expertise collective.

De plus, la région a mis en place à l'image des 16 commissions consultatives composées de conseillers régionaux, une nouvelle commission: la commission Jeunesse. Elle se compose de 31 rhônalpins âgés de 16 à 25 ans et issus de divers horizons : lycéens, apprentis, étudiants, jeunes de missions locales ou issus des réseaux d'éducation populaires, salariés, demandeurs d'emploi ou encore porteurs de projets. Cette commission cogitera sur les problématiques liées à la jeunesse : transport, logement, santé, sport et culture. Elle fonctionne sur une base de volontariat, avec des jeunes qui ont bénéficié de certains dispositifs.

Il s'agit à travers cette expérience de ne plus cantonner la jeunesse au loisir et au sport, mais de la consulter également sur des problématiques territoriales qui les concernent comme l'aménagement du territoire par exemple.

#### ❖ **Jean-François MIRALLES**, Directeur de l'Association Cap-Berriat (Grenoble)

Cap-Berriat est une association grenobloise qui veille à l'accompagnement des jeunes dans l'élaboration et la réalisation de leurs projets. L'association travaille à l'échelle de la ville et de la région Rhône-Alpes et considère les projets de jeunes comme un levier puissant afin que les jeunes puissent appréhender l'engagement citoyen et leur rôle sur le territoire. Cela sous-entend :

- La compréhension de leur engagement local et politique
- La compréhension de l'impact économique de leurs projets sur le territoire
- L'action culturelle dans le projet

En effet, les jeunes à travers ces projets peuvent impulser des dynamiques sur le territoire, qu'elles soient sociales, politiques ou économiques.

Au-delà de cette fonction d'accompagnement individuel, il y a une dynamique collective qui a été mise en place à travers une pépinière d'associations qui permet des échanges de pratiques des acteurs associatifs du territoire. C'est également une association qui travaille à l'interface avec les institutions avec lesquelles il n'est pas toujours facile de travailler, il s'agit pour l'association de préparer le terrain et les conditions favorables pour que les projets des jeunes soient retenus.

Les jeunes doivent être considérés comme un levier d'engagement à la construction de l'espace public. Par l'action des jeunes, il est possible de faire évoluer les politiques publiques.

La question de la participation peut se trouver dans des instances participatives mais elle se trouve aussi dans ces modes d'actions qui sont personnalisés par les jeunes et sur lesquels se construit du sens et il faut savoir le décoder, le voir et l'apprécier.

Les jeunes par définition amènent du nouveau et du changement qui sont capitaux pour notre société. La question de la place des jeunes dans la construction de politiques publiques dépend de la capacité des collectivités territoriales françaises ou encore de l'Etat de composer et de prendre en compte les bouleversements qui peuvent émaner de cette jeunesse comme force de proposition. Le premier défi pour une collectivité est d'accepter de prendre le risque d'être bousculée par les changements que peuvent apporter ces jeunes.

Dans un second temps, si on accepte de prendre le risque, comment on soutient au mieux cet engagement des jeunes ?

Dans un contexte de crise économique, les collectivités territoriales ont vu leur budget diminué. La vie associative et surtout les petites associations sont les premières à souffrir de cette restriction.

De plus, les financements de projets associatifs s'organisent de plus en plus autour d'appels à projets mis en place par les institutions et qui donnent un cadre de travail limité. Les associations lorsqu'elles développent des projets répondent à des besoins, qui ne sont pas forcément dans les cadres logiques des appels à projets mis en place par les collectivités territoriales.

Ces deux contraintes ne permettent pas l'épanouissement et le développement d'un engagement pérenne des jeunes sur leur territoire.

### **Débats avec la salle**

Les débats se sont orientés vers la sensibilisation des jeunes à la citoyenneté. Il s'agissait de réfléchir les outils de démocratie participative, comme les conseils de jeunes, les plateformes de volontariats co-construits dans une logique partenariale comme de véritables outils favorisant l'apprentissage de la citoyenneté internationale et européenne.

Dans un second temps, dans le cadre des logiques de volontariat, s'est posée la question de la réciprocité et par conséquent des Visas. Certaines structures ont souligné à cet effet l'importance du travail en amont avec les services consulaires et les ambassades. Afin de limiter les refus, l'association de ces services dès le début des projets est primordiale. Non seulement cela permet de sensibiliser et d'informer sur les différentes actions menées, mais cela permet également l'identification des partenaires du sud qui ne subiront pas au moment de la demande de visas des décisions arbitraires.

Le dernier point traité est celui de la mutualisation. Les participants se sont posé la question de savoir s'il existait un dispositif de mutualisation des projets de mobilité internationale. Cette mutualisation doit être portée par les structures d'accompagnement des projets de solidarité internationale

\* \* \* \*

## **Conclusions et Recommandations**

*Séquence consacrée à la construction d'une feuille de route et à la rédaction d'une déclaration.  
Comment renouveler nos pratiques au vue de la nouvelle donne en Méditerranée ? quels sont les axes d'intervention à privilégier ?*

Les conclusions de ce Séminaire nous permettent aujourd'hui d'élaborer cette feuille de route dont le contenu pourrait être mis en œuvre dans le cadre des activités du groupe thématique jeunesse de Cités Unies France :

- Poursuivre les réflexions autour de ce qu'est une politique jeunesse et de l'implication des jeunes dans ces politiques publiques locales, comme axe d'échanges et de travail avec les partenaires de coopération (dans l'idée d'élargir le champ jeunesse de la coopération décentralisée trop souvent limitée à des chantiers et échanges).
- Renforcer la mise en réseau des différents acteurs et ils sont nombreux sur cette thématique.
- Mieux articuler les différents programmes et dispositifs axés sur les jeunes méditerranéennes en organisant d'abord une rencontre entre l'ensemble des organisations qui pilotent ces programmes : on a parlé des PCPA, du SVE (Programme Jeunesse en Action et le futur programme européen pour la jeunesse), du Service Civique, il y a également le programme Euromed Jeunesse IV, la Fondation Anna Lindh (réseau euro-méditerranéen visant au rapprochement des populations des deux rives) qui est en train également de mettre en place un programme autour « des jeunes et des politiques publiques locales » en méditerranée ;
- Sur la question de la mobilité (et pour faire valoir la réciprocité dans les projets d'échanges) : interpeller les pouvoirs publics français pour faciliter les déplacements de jeunes et acteurs de la rive sud de la Méditerranée vers l'Europe surtout lorsque ces échanges s'inscrivent dans le cadre de coopérations ou de programmes soutenus et cofinancés par ces mêmes pouvoirs publics (grand paradoxe !)
- Sensibiliser et donner davantage de visibilité aux dispositifs de mobilité pour les jeunes en Méditerranée auprès des acteurs de la jeunesse , à travers l'organisation de séminaires, de rencontres « régionales » par exemple.
- Mettre en place un groupe de travail pour développer et monter des cycles de « formation » ou « d'échanges de savoir-faire » au profit des acteurs de l'animation socioculturelle franco méditerranéens.
- Partager et faire remonter nos propositions et réflexions lors de manifestations : 2 grandes manifestations sont à venir à Marseille en 2013 : le Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée (3-4 avril 2013) qui réunira plus de 300 participants du pourtour Méditerranéen et le forum de la Fondation Anna Lindh (5-6 avril 2013).